

réelles des migrations et des ressources qu'elles représentent. Elle fournit d'autre part une grille de détection et de traitement de la menace et une justification aux dénis de citoyenneté et d'humanité. L'association avec un élément non-humain permet le recours à l'exception, l'épuration et la destruction dans les tuyauteries des dispositifs.

Pourtant, comme pour tout processus métaphorique, *a fortiori* global, l'association actuelle des migrations avec l'élément liquide peut être retournée, indigénisée et subvertie de l'intérieur et fournir les armes d'un contre-discours produit, cette fois, du point de vue des individus et les groupes en mouvement. Les complexes métaphoriques évoluent et les champs lexicaux qu'ils mobilisent se renouvellent et se réorganisent. Leurs courants profonds se déplacent, eux aussi. Le rapprochement et l'articulation entre les nouvelles thématiques connexes aux migrations, par exemple la géopolitique de l'eau, la globalisation des flux numériques, le commerce mondial, alimenteront à n'en pas douter le réservoir de récits à métaphoriser des migrations et les possibilités de retournement positif de la métaphore liquide à laquelle elles sont associées. L'autonomie et la subjectivité des migrations fournissent certes une fluidité dont est friand le capitalisme contemporain, mais elles constituent aussi l'avant-garde d'une humanité en exode et l'arme fatale de la liquidation des institutions de la modernité.

# Considérant ce qui s'affirme Sciences et politiques dissidentes du PEROU dans camps, bidonvilles et refuges de France

Sébastien Thiéry

Le PEROU – Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines – se définit comme « un laboratoire de recherche-action sur la ville hostile conçu pour faire s'articuler action politique et action architecturale en réponse au péril alentour ». L'association présidée par le paysagiste Gilles Clément veut renouveler savoirs et savoir-faire sur les situations de crise, esquissant le programme de leur dépassement par des actes de création. En bientôt quatre ans d'existence, le PEROU est intervenu sur différents terrains : dans des bidonvilles à Ris-Orangis et Grigny ; à Paris avec un collectif de sans-abri pour concevoir des projets expérimentaux d'accueil dans les interstices de la capitale ; en Avignon avec le Collectif d'Action des Sans-Abri pour transformer la friche industrielle de l'ancien Tri-Postal en centre culturel habité ; à Arles pour inventer d'autres manières d'habiter la ville en collaboration avec des familles roumaines en occupant les lisières. Avec huit groupes de recherche et huit photographes, il œuvre aujourd'hui à Calais suivant l'hypothèse que construire vaut mieux que détruire pour répondre à la dite « crise des migrants ». À force d'actes de documentation, il cherche à élaborer la pensée comme le programme d'une « politique de l'hospitalité » d'abord attentive à ce qui se construit, s'invente, s'affirme à l'interface entre la Jungle et la ville.

Pour *Multitudes*, le géographe Luc Gwiazdzinski s'entretient avec Sébastien Thiéry, politologue et coordinateur des actions du PEROU.

**Luc Gwiazdzinski:** Vous citez Italo Calvino en tête de votre Manifeste: « L'enfer des vivants n'est pas chose à venir; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart: accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel: chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place ». Pourquoi prenez-vous ce risque?

**Sébastien Thiéry:** Prendre le risque de faire de la place à ce qui s'invente s'avère, à terme, moins risqué que demeurer crispé sur ce qui dépérit sous nos yeux. S'éveiller au monde qui vient plutôt que se laisser entraîner par la chute de celui qui se meurt, tel est l'enjeu. Peut-être connaissons-nous un moment historique d'extinction d'un monde (de savoirs, de représentations, d'actions), nous mettant face à la nécessité de nous en défaire pour en faire advenir un nouveau. Il en irait alors d'une responsabilité majeure: quelles perspectives d'avenir léguons-nous à nos enfants permettant de leur faire entendre qu'ils n'arrivent pas trop tard? Nous pouvons aussi faire l'hypothèse plus vraisemblable qu'il n'en a jamais été autrement, et que se pose aujourd'hui une question vieille comme le monde, toujours d'actualité: comment faire le deuil de la croyance en la permanence des récits, des formes, des lieux? En l'occurrence pour le PEROU, il s'agit de prendre très au sérieux ce qui s'invente en marge de la fabrique officielle de la ville, dans bidonvilles, camps, refuges en tout genre, faisant l'hypothèse qu'il s'agit là de centralités de demain, qu'on le veuille ou non. Les bouleversements économiques, politiques, écologiques, nous annoncent en effet la multiplication de formes d'habitat que nous jugeons aujourd'hui anormales. Appartenir au monde qui se meurt, c'est ne voir dans ces situations que des formes de pathologie, des symptômes d'un dérèglement. C'est alors redoubler d'efforts pour détruire, éradiquer, neutraliser, et faire ainsi féroce ment perdurer le récit de la planification urbaine et le système de production qui l'organise. Appartenir au monde qui vient c'est prendre soin de ce qui s'affirme et s'invente ici même, au mépris de la science et de l'administration urbaine, de la police de l'espace, de la gestion contemporaine des corps et de leurs mouvements. Alors, en dissidence, nous nous efforçons de « jardiner » ces formes d'habitat hors-la-loi mais inscrites dans des contextes sociaux, politiques, économiques, territoriaux. Alors nous nous efforçons de les accompagner aussi loin que possible, pariant sur la puissance d'avenir qu'elles recèlent et que nos postures prétendument rationnelles ne nous permettent pas de repérer. En reconnaissant d'abord que la création d'un bidonville est aussi une bonne nouvelle: ici même, dans la clairière, un habitat s'invente plutôt que rien.

Rappelons que le président du PEROU n'est autre que Gilles Clément, jardinier de « la vie qui toujours invente », pour reprendre le titre de sa dernière exposition. Tout commence, chez ce concepteur de « jardins en mouvement », par un geste d'accueil, un élan d'hospitalité, un pari d'avenir. Tout, chez lui, vient de la conviction qu'un jardin vif et puissant ne saurait germer d'un décret élaboré hors-sol, mais s'avère bien plus assu-

rément le fruit d'un compagnonnage avec l'existant. Au milieu du bidonville, des désirs s'affirment malgré tout, des danses et des rêves, des constructions discrètes ou monumentales. En un mot une urbanité s'esquisse qu'anéantissent les bulldozers tout autant que les plans d'urgence de placement, déplacement ou d'encampement. Porter toute notre attention à cet existant qui est l'œuvre de femmes, d'enfants et d'hommes, en prendre soin, lui faire de la place en l'accompagnant, l'augmenter en le magnifiant: ainsi définissons-nous la politique du PEROU, habités que nous sommes par les enseignements de notre jardinier de président. C'est que Gilles Clément est également théoricien du « Tiers paysage ». Dans son manifeste éponyme, il s'en réfère au « Tiers-État » tel que défini par l'Abbé Siéyès: comme un acteur invisible qui s'avère la force politique de demain. Faire de la place à ces « villes invisibles » que sont les bidonvilles d'aujourd'hui, c'est donc à nos yeux « ménager le futur ».

**L. G.:** La description que vous faites du développement métropolitain est apocalyptique! Il contribuerait à l'exclusion urbaine voire la nourrirait. Est-ce vraiment si grave?

**S. T.:** L'entreprise métropolitaine est une opération de nettoyage de tout ce qui menace de ne pas être productif. Nombre d'entre nous sont repérés comme d'inaptes agents de la métropolisation, comme « corps en trop » dont il faut gérer la présence anormale afin qu'elle ne trouble le récit d'un développement radieux, d'une croissance infinie. Voyez les rêves d'urbanistes et d'architectes contemporains projetés dans les revues luxueuses de ces corporations: du sol au plafond, en pleine page, rayonne une propreté clinique parsemée de quelques silhouettes filiformes de « city-users ». Dans ce théâtre silencieux, nulle place pour le vieil homme au repos, le réfugié sans le sou, le chômeur en fin de droit, pour celles et ceux dont le désir de vivre et de ville n'a aucun sens aux yeux de l'architecte en chef comme du promoteur aux manettes. En même temps, il faut sans doute à celles et ceux qui contribuent au développement urbain et se reconnaissent dans ce profil de « city-users » le récit toujours menaçant d'une chute, d'une déchéance, d'une errance insensée. Ces rebuts humains, leur figure grimaçante et leur cloaque sans avenir, sont peut-être nécessaires à l'ardeur de celles et ceux qui pourraient n'avoir aucune autre raison de tenir et produire que celle de se distinguer de ces indésirables. Cette opération sacrificielle fonctionne à plein régime, et il serait tout à fait contre-productif que le cloaque devienne vivable, que la figure se mette à sourire, qu'à distance de la scène exposée dans ces magazines de luxe l'on se mette à jouir. C'est précisément ce qu'au PEROU nous cultivons.

Voyez à Calais: les pelleteuses ont en janvier dernier détruit la dite « zone sud » de la Jungle, alors que celle-ci prenait l'allure bien trop manifeste d'une urbanité vive avec ses écoles, ses théâtres, ses restaurants, ses boîtes de nuit, ses boulangeries. Chacun le sait: nous détruisons les bidonvilles non pour le bien de leurs habitants, mais parce que leur organisation menace l'entendement de nous autres, habitants de la ville alentour. Voyant les personnes reconstruire dans la douleur quelques centaines de mètres plus loin,

le militant indigné croit détenir là la preuve que l'action de la pelleteuse ne sert à rien. Il convoque alors la presse à l'endroit du nouveau chantier boueux, fait témoigner le pauvre « sans solution », comme s'il s'agissait d'une faille dans le récit dominant. C'est qu'il ne voit pas la fonction sacrificielle à l'œuvre, l'utilité du passage féroce de la pelleteuse et de la détresse exposée de ceux que l'on expulse. Ce qui est intolérable pour la collectivité, c'est que dans la Jungle l'on construise des écoles, crée de l'économie, danse et fasse l'amour. Ce qui est intolérable pour nous autres, c'est qu'ici même l'on en vienne à renoncer à la plainte, à faire prendre vie à d'autres formes que celle dûment administrée. Voilà ce qu'au PEROU nous nous efforçons de cultiver. Pour ce faire, il suffit d'être nouvellement attentif aux gestes de celles et ceux qui œuvrent au quotidien : les dits « migrants » qui construisent et habitent plus que de raison, organisent l'espace à la force de paroles liturgiques, le dessinent d'un geste plein d'espoir ; les dits « bénévoles », cette foule européenne occupant nuit et jour Calais pour construire avec une détermination inaltérable et une folie rare. Voilà qui dessine un horizon enthousiasmant, bien davantage même que la solution abstraite de l'hébergement pour tous : à Calais, une ville planétaire nous apparaît en puissance, urbanité essentiellement portée par la nécessité d'œuvrer ensemble, manifestation d'une Europe solidaire comme jamais peut-être nous l'avions imaginée.

**L. G. :** Avec le PEROU, vous intervenez avec des architectes, des géographes, des urbanistes, des artistes dans différentes situations. Pourquoi utilisez-vous ce mot « situation » ?

**S. T. :** Parce que les situationnistes et leurs émules nous ont appris à nous approcher de la ville en déplaçant le regard, en récusant l'ordre d'un savoir qui déréalise le monde et tend à dévitaliser la subversion qui seule en vérité l'anime. Parce que les crises se donnent à nous accompagnées de récits monumentaux nous acculant à la tétanie : sous nos yeux se déclareraient les problèmes des migrants, des Roms, du capitalisme mondialisé ou de grandes manœuvres inaccessibles. Faire face aux grandes crises du monde contemporain c'est, aussitôt, se retrouver frappé d'impuissance, ne pouvoir se saisir de notre capacité d'agir, ne savoir en mesurer la portée. À Calais, nous ne travaillons pas « le problème des migrants », mais la question d'une urbanité du XXI<sup>e</sup> siècle produite par 77 000 habitants, dont un dixième parvenu récemment de régions lointaines et enflammées du monde. Démonter pour remonter in situ le récit de ce qui a lieu, construire les questions qui se posent ici même au mépris de ce que nous en apprennent les éditorialistes nationaux, engager des processus de projet avec les acteurs locaux là où ne dominent que des perspectives de rejet, tels sont nos enjeux, modestes par définition. Ainsi travaillons-nous à une casuistique des crises, et visons-nous à élaborer une forme de jurisprudence, c'est-à-dire à apprendre d'une situation pour en entreprendre une autre. Non avec l'idée qu'un vaste problème peut se régler. Mais avec la conviction qu'un travail soigné sur les territoires où ledit problème se manifeste, à hauteur de femmes et d'hommes que nous sommes, peut faire s'étioler le dit « grand problème de société ».

Il est frappant de découvrir combien, dans un territoire comme celui de Ris-Orangis par exemple, les quelques acteurs concernés par un bidonville s'affrontent avec une violence inouïe en mobilisant d'innombrables grands principes du droit notamment. En construisant une « Ambassade du PEROU » au beau milieu dudit bidonville tel un organe diplomatique visant à dépasser ce rapport de force constitué en rapport de farces, en donnant forme de réalité concrète à des nécessités en droit, en mettant le site hors-boue, en dératissant les lieux, en sécurisant les baraques, en faisant apparaître sur la scène de la controverse d'autres acteurs, en décrétant le chantier ouvert et joyeux, nous avons finalement rendu autrement pensable la situation. Pendant plus de dix ans, ces familles dites « Roms » avaient été expulsées de toutes parts en Essonne par des acteurs plaidant à qui mieux mieux leur irresponsabilité et l'insondable profondeur de la crise. En trois mois de travail, nous avons fait se déclencher des processus qui allaient conduire Mairie, Conseil Général et État à mettre en œuvre des projets d'accueils toujours actifs aujourd'hui. En situation, comment traduire les grands principes de droit internationaux comme nationaux ? En situation, comment porter notre attention à tous les acteurs de la scène, aux intérêts divergents, aux rêves si distancés, aux espaces comme au temps sans commune mesure ? En situation, comment œuvrer en médiateur, et faire ainsi de la politique, en prenant le verbe au mot, et en suivant toujours le chemin de la construction, considérant qu'à l'opposé ne se présente que déroute. Et comment faire alors école, c'est-à-dire jurisprudence au-delà de la situation considérée ? Telles sont les questions qui résident au cœur des projets du PEROU.

**L. G. :** Quelle est la place des artistes dans votre plateforme et sur vos projets ? Vous sentez-vous géo-artiste ?

**S. T. :** Les actions du PEROU consistent en des œuvres de création : avec de multiples créateurs, dans les rangs desquels nous plaçons aussi le sociologue, l'anthropologue, le géographe, nous élaborons des histoires dissidentes. Notre nom en témoigne : nous partons bien d'une fiction et, usant de ce ressort, entendons bousculer ledit « réel ». Pour mieux l'exprimer peut-être, nous imaginons ce qui est, et qu'un certain réalisme écrase. Pour ce faire, nous mobilisons de multiples créateurs afin de démultiplier les actes de représentation, comme pour faire se lever de nouvelles perspectives. Le photographe, le plasticien, le metteur en scène ou le musicien nous accompagnent tout autant que le chercheur en sciences humaines, et ensemble nous œuvrons comme on frappe le sol, pour en faire advenir de nouvelles histoires. Voici ce que pourrait être un géo-artiste non ? Une forme de chaman contemporain, se mêlant des affaires de la cité, insufflant dans les dossiers fades et sans poésie des experts en ces matières d'autres créations que celles que nous servent ceux-ci : de lourds ballets de pelleteuses, de la littérature juridique indigeste, des discours prévisibles toujours. Parce qu'il nous faut tout réinventer, à chaque fois. Notre langue y compris.

En avril dernier, nous avons publié un faux magazine municipal de la Ville de Calais, distribué à 20 000 exemplaires dans les rues de la ville notamment. Conçu en collaboration avec le designer Malte Martin, à partir de documents constitués par les huit équipes de

chercheurs et huit photographes dont nous coordonnons les travaux depuis octobre 2015, ce « Calais Mag » s'est infiltré sur la scène publique pour raconter une tout autre histoire que celle ressassée jusqu'alors. Il ne s'agissait pas d'une œuvre artistique inspirée du « problème des migrants » et présentée pour « sensibiliser » le public, mais d'un acte de fiction projeté dans le réel pour en déranger les plans. Dans ces pages, les Calaisiens pouvaient lire « l'éditorial que n'a pas écrit la Maire de Calais » tout comme « l'entretien qui n'a pas eu lieu avec François Hollande et Xavier Bertrand » : autant de paroles vraisemblables, parce que d'abord fondées sur un véritable travail de recherche, faisant état d'une volte-face de l'action publique et annonçant la mise en œuvre d'une ambitieuse politique d'hospitalité. En contrechamp, ils pouvaient comprendre le caractère invraisemblable des politiques publiques conduites aujourd'hui, la gabegie financière, la violence faite à des héros des temps modernes, le gâchis généralisé. L'enjeu n'était cependant pas de déplorer ou dénoncer, mais de défendre l'idée que l'on peut encore créer : comment faire contre-feu par l'affirmation, comment fonder une radicalité politique au-delà de l'invective ou de l'affliction, comment penser l'acte de résistance comme un acte de création ?

**L. G. :** Quels liens faites-vous entre vos interventions in situ et celles d'autres artistes qui interviennent dans l'espace public de nos villes notamment dans le cadre de la ville événementielle ?

**S. T. :** Nos actions ne consistent pas à distraire le public par l'exposition des problèmes des migrants, les médias dominants s'en chargent. Notre travail, armé notamment des outils des artistes, photographes, graphistes, architectes, se veut un moyen de recherche pour comprendre le monde que ces situations construites par migrants et citoyens solidaires nous proposent et que collectivement nous vivons. L'art est fondamentalement un moyen d'exploration, et de re-présentation, l'enjeu étant de rendre autrement présent au monde ce qui a lieu. L'entertainment urbain, de facture artistique ou architecturale, dressé sur place publique au nom de la convivialité, ne m'inspire par contre rien qui vaille. L'esthétique de la palette, toute sympathique soit-elle, demeure inoffensive, risquant de se dissoudre bientôt dans une simple attitude : celle du jeune collectif de religion participative ne bousculant rien de l'ordre du monde qui se meurt. Y réside, me semble-t-il, un grand fond de mélancolie que ne partage pas le PEROU.

Les situations où nous œuvrons sont d'abord des situations de violence, et notre travail consiste à faire front par la production de formes et de récits visant à en défaire les logiques et les ressorts. Nous ne nous interdisons pas l'usage de la palette, mais c'est bien de livrer bataille dont il s'agit. Toujours, il s'agit de frapper le sol de ces champs de batailles pour faire retentir la puissance de celles et ceux que l'on accule à la défaite. Parfois, l'artiste s'impose comme notre plus sûr éclaircisseur : nous avons invité Israël Galvan à danser dans le bidonville de Ris-Orangis après avoir accueilli le metteur en scène Didier Galas dans l'Ambassade du PEROU ; nous avons invité les artistes et architectes italiens du collectif Stalker à construire un cinéma dans le bidonville de Grigny ; nous avons programmé de nombreux musiciens et compagnies théâtrales dans l'ancien Tri-Postal d'Avignon ; nous avons invité

des photographes à exposer dans un bidonville d'Arles pendant les Rencontres de la photographie. En situation, l'action artistique comme architecturale programmée par le PEROU cherche à opérer un retournement de notre carte mentale, sinon légale, faisant apparaître de nouveaux hauts lieux, et celles et ceux qui les habitent comme de véritables co-producteurs de notre urbanité contemporaine.

**L. G. :** Vous vous définissez parfois comme « fabricants d'hospitalité » et vous mettez la question de l'accueil au centre de vos réflexions en citant le « droit à la ville ».

**S. T. :** Assurément, c'est à des formes et pensées d'une politique de l'hospitalité que nous travaillons, essayant, situation après situation, d'en muscler la définition. C'est stupéfiant ce que cette notion paraît de nos jours molle et sucrée, alors que toute expérience collective relève en ses fondements de ceci : d'un acte d'hospitalité. Comment saisir de nouveau la force de ce simple mot, son épaisseur de charpente urbaine et politique ? Alors que la Mairie de Paris mettait en œuvre son « Réinventer Paris » telle une opération de promotion de l'architecture contemporaine avec bénéfices communicationnels à la clé, nous organisons en 2014 « Le Paris de l'hospitalité » avec un collectif de sans-abri. Partant de l'expertise constituée par ces habitants hors-normes aptes à faire apparaître les potentialités de refuges et de solidarité de la ville, nous lançons un appel aux artistes et architectes afin de donner formes concrètes à ces savoirs. Dix projets faits lauréats par un jury composé pour moitié de sans-abri sont issus de cette consultation. Ils consistent tous en un art de faire l'accueil qui augmente la réalité urbaine, et non comme autant de dispositifs hétérotopiques de prise en charge de personnes prétendument démunies de tout. Nous avons déposé ces projets sur les bureaux de la Mairie de Paris qui n'en a rien retenu : un an et demi plus tard, Anne Hidalgo annonce la création d'un camp pour migrants, sans articulation aucune avec la ville alentour, sans attention particulière aux savoirs et savoir-faire de celles et ceux auxquels elle est destinée, sans considération de la puissance d'agir et d'invention des innombrables Parisiens mobilisés depuis des mois pour la défense des migrants. La défaite réside dans l'incapacité de la Mairie à reconnaître que ces Parisiens ont des mois durant, à même le bitume, dans des squats multiples, sur des places publiques, construit Paris bien davantage que ne le feront les équipes d'architectes innovants sélectionnés pour « Réinventer Paris ».

**L. G. :** Quels types de « tactiques urbaines » utilisez-vous pour tenter de fabriquer l'hospitalité « tout contre la ville hostile » ?

**S. T. :** Le fondement de nos tactiques réside dans une discipline élémentaire : l'attention. Défaire les fables qui nourrissent les actes de violence répétés c'est prêter attention à la singularité et à l'épaisseur de chacune des situations, aux innombrables Calaisiens qui ne savent pas prendre position dans la controverse parce qu'elle est immensément complexe, aux ressources qui germent de relations peut-être difficiles, mais familières, avec les dits « migrants », à ce qui regorge de promesses dans l'épaisseur d'un quotidien jamais

diagnostiqué, parce que banalement quotidien. Ici même, loin des récits du désastre, s'affirme, s'invente, se crée une urbanité. Faire retentir cette urbanité, l'amplifier, et retourner ainsi les évidences, telle est peut-être la définition la plus élémentaire de nos actions. Ainsi, avec l'équipe de sociologues animée par Antoine Hennion, nous avons travaillé à décrire l'expérience quotidienne des Calaisiens rencontrant bon gré mal gré des migrants dans leur ville. S'ils votent Front National à plus de 50 % aux dernières élections, ces habitants trahissent dans leurs gestes infimes, leurs paroles en off, leurs regards intimes, des attitudes porteuses d'avenir, parce que témoignant d'un vivre ensemble que les bouleversements du monde, de facto, nous conduiront demain à mettre en œuvre. Ces perspectives, nous les avons notamment consignées dans l'autre « Calais Mag », exposant aux Calaisiens un portrait enfin élogieux, en rupture avec les récits officiels narrant une exaspération généralisée et une hostilité de tous les instants.

**L. G.:** Quels résultats? Quels impacts? Vos interventions sont par nature temporaires, éphémères face à des mécanismes plus lourds et pérennes? N'est-ce pas utopique? L'imaginaire peut-il suffire face aux bulldozers?

**S. T.:** Nous œuvrons dans le temps longs, méprisant l'urgence, les dramaturgies politiques en vigueur, et donc le passage du bulldozer qui, lui, n'est qu'éphémère. Le bulldozer n'a pas d'imagination: il ressasse, n'invente rien. Nous expérimentons, construisons, consignons, écrivons, et versons des pièces au dossier du monde qui vient, en nous questionnant constamment sur l'archive que nous constituons et sur les modalités de sa publication. Nous entendrons alors demain combien la migration constitue une force culturelle et collective extraordinaire, et combien Calais est passée à côté de son destin de capitale mondiale de l'hospitalité. Ce destin est décrit dans le « Calais Mag », et apparaît sans doute comme une fable, comme un récit imaginaire. Demain, d'autres villes que Calais s'empareront de ce destin, et nous rappelleront donc qu'une utopie n'est pas l'envers du réel, mais ce qui n'a pas encore force de réalité.

**L. G.:** En présentant votre projet sur Calais vous dites que la « New-Jungle » n'est pas une marge, mais un centre à venir. Son démantèlement récent est-il une défaite?

**S. T.:** Le démantèlement de la Jungle est une défaite pour les acteurs publics l'ayant mis en œuvre. Défaite morale: terroriser des femmes et des hommes qui ont vécu ce qu'ils ont vécu n'est pas glorieux. Défaite financière: chaque jour depuis fin septembre 2015, nous dépensons 150 000 euros pour la seule mobilisation des forces de l'ordre à Calais. Défaite politique: être à ce point aveugle à ce qui fait la puissance de Calais, ville-planétaire en puissance, peuplée non seulement de « migrants », mais aussi de milliers de militants et bénévoles venus de toute l'Europe, est la marque d'hommes politiques parfaitement insignifiants. Nulle vision n'est à l'œuvre, seule gouverne la peur, c'est-à-dire la défaite déjà incorporée. Pour l'heure certes, le désastre s'accroît et est cyniquement répercuté par ceux

qui en sont les auteurs comme une preuve que rien d'autre n'est possible. On peut évacuer un bidonville, non le réel: des migrants continuent d'affluer, des rêves de se formuler, des constructions de s'inventer. Nous continuerons donc de faire mémoire de ceci, puisqu'il s'agit ainsi de préparer les fondations des villes nouvelles à venir.

**L. G.:** Comment comptez vous gagner votre « pari de l'hospitalité »?

**S. T.:** Nous ne gagnerons jamais: tout est à recommencer perpétuellement, par définition, au gré des situations que nous rencontrons. Ce que nous gagnons, à chacun de nos actes, c'est peut-être seulement la mise à distance un peu plus grande de la peur que nous avons sans doute spontanément du monde qui vient. En même temps, nous ne perdons pas. Année après année, nous constatons l'étendue de nos ressources, accueillons en nombre étudiants, professionnels, chercheurs, artistes convaincus que des possibles sont disponibles, rencontrons des personnes reléguées et néanmoins extraordinaires. Simultanément, nous mesurons la fragilité des positions adverses, leur manque d'imagination. Un exemple édifiant: pour seule réponse à notre travail, la Mairie de Calais a engagé une procédure contre le PEROU pour « plagiat » de son « Calais Mag ». Si le procès venait à avoir lieu, peut-être nous contenterons-nous à la barre de citer Guy Debord qui, dans *La Société du Spectacle* écrit: « Le plagiat est nécessaire. Le progrès l'implique. Il serre de près la phrase d'un auteur, se sert de ses expressions, efface une idée fautive, pour la remplacer par une idée plus juste ». Et peut-être gagnerons-nous?

**L. G.:** Si la marge éclaire la page, qu'est-ce que ces interventions vous disent de la société métropolitaine? À quand le PEROU sur la place centrale d'une ville ou dans un festival?

**S. T.:** A chaque peuplade son ordre cartographique. Il suffit néanmoins d'un petit déplacement du regard pour voir en Calais la capitale de l'Europe, et en la Jungle la forme la plus aboutie de « Nuit Debout »: c'est nuit debout, jour debout, vie debout. À ce jour, nous décomptons toujours dans ce que nous croyons être le plus grand bidonville de France cinq boîtes de nuit, une quarantaine de restaurants, une trentaine d'épiceries, sept boulangeries, un théâtre, deux centres juridiques, trois écoles, quatre mosquées, deux églises. Tout ceci a été construit sans aucune espèce de permis de construire, à mille mains, suivant le seul plan de la nécessité de construire, d'une souveraineté recouvrée. Voilà qui pourrait nous en apprendre sur l'état de léthargie urbaine qui est la nôtre: quand reprendrons-nous le chantier en ville? Souvenons-nous qu'une ville est, à quelques rares exceptions près, un bidonville qui a réussi. Mesurons combien les dites « villes nouvelles », construites hors-sol il y a quelques années, nous semblent aujourd'hui désuètes. Et soyons convaincus que la place est immense en nos contrées pour la création d'une vie collective: à Calais, malgré le déferlement militaire, les barbelés à n'en plus finir et la fatigue effroyable de migrants sans horizon, une cité provisoire a vu le jour au tournant de ce siècle, qui s'en souviendra.

### L. G.: Quelles suites et quels projets ?

**S. T.:** Nous élaborons depuis quelques mois le projet d'une école. C'est une fiction d'école plus précisément, non pas une nouvelle institution, mais une opération cartographique d'abord. Imaginez à l'échelle dudit « Grand Paris », les innombrables laboratoires, groupes pédagogiques, équipes de recherche, artistes, architectes, citoyens, avec lesquels nous partageons bien des affinités. Imaginez leur mobilisation, de concert, sur des situations que nous repérerions à deux pas : bidonvilles, camps, refuges en tout genre. Imaginez leurs travaux de recherche et d'action coordonnés, articulés, ensemencés les uns les autres. Imaginez la création d'actes de ces recherches enfin, publiés à l'adresse de la collectivité comme autant de « guides pratiques d'hospitalité ». Ainsi se dessine le programme de cette « École des Situations » qui verra le jour dans les mois à venir, puisqu'il ne peut en être autrement au regard de l'ampleur des crises qui se préparent, et des ressources infinies qui sont les nôtres.

